

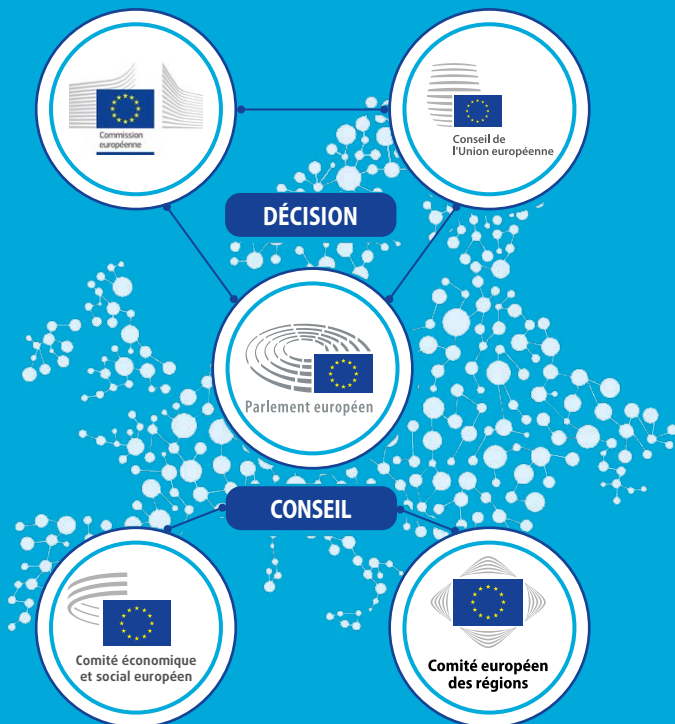


Découvrez ce que le **CESE** fait **pour vous**

édition 2023



Comité économique
et social européen



Le Comité économique et social européen (CESE)
est la voix de la société civile au sein des institutions de l'Union européenne.
Il sert d'intermédiaire entre les parties prenantes et l'Union.



Bienvenue au Comité économique et social européen!

Le CESE ne ressemble pas aux autres organes de l'UE. C'est un forum de consultation, de dialogue et de consensus unique en son genre, qui réunit les représentants des différents secteurs de la société civile organisée.

Ces groupes agissent souvent en qualité d'intermédiaires entre les responsables politiques et le public afin que ce dernier puisse jouer un rôle actif dans la contribution au changement ou soutenir des causes particulières au profit du bien commun.

Le CESE fait partie intégrante de l'Union: il a été créé en 1957 par le traité de Rome afin de conseiller les décideurs européens et de garantir que les organisations et les réseaux de la société civile de tout le continent aient leur mot à dire dans l'évolution de l'Europe.



La mission du CESE ...

Le CESE a pour objectif de contribuer à garantir un **processus d'élaboration des politiques et de la législation de l'UE plus démocratique** et plus efficace et qui **reflète réellement les besoins des citoyens de l'Union**.

Le CESE a trois missions principales:

- **conseiller le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne;**
- s'assurer que les **organisations de la société civile fassent entendre leurs points de vue** à Bruxelles, et les sensibiliser davantage aux **conséquences de la législation européenne sur la vie des citoyens de l'Union;**
- soutenir et renforcer la société civile organisée, à la fois au sein de l'UE et à l'extérieur de celle-ci.

... et sa vision

Le CESE se consacre à la promotion, en Europe, de la démocratie participative parallèlement à la démocratie parlementaire. Sa vision est celle d'une société incluant et associant activement tout un chacun, c'est-à-dire une société dont les citoyennes et citoyens ont leur mot à dire sur leur propre avenir et celui de leurs enfants. Cela signifie aussi une société où les jeunes ont l'espoir de trouver un emploi et de mener une vie décente, et où la population se sent maître de son destin, impliquée, respectée en toute égalité, et en sécurité au quotidien.



L'âme du Comité, ce sont ses membres

Le CESE, qui a son siège à Bruxelles, se compose de 329 membres originaires des 27 États membres. **Les membres sont issus de toutes les catégories sociales et professionnelles, et possèdent un très large éventail de connaissances et d'expériences.** Ils représentent **les associations patronales, le secteur industriel, les chambres de commerce, les associations de petites et moyennes entreprises (PME), les organisations syndicales, les consommateurs, le monde agricole, les défenseurs des droits des personnes handicapées, le milieu universitaire, les groupes de défense des droits des femmes, les défenseurs de l'environnement, les coopératives, les organisations de jeunesse, les organisations de défense des droits de l'homme, etc.** En tout, le CESE réunit près de 250 organisations et réseaux à l'échelon national, soit des millions de citoyennes et citoyens de l'Union européenne.

Les membres du CESE sont nommés par le Conseil sur proposition des États membres pour un mandat de cinq ans, mais ils travaillent pour le CESE de manière indépendante, dans l'intérêt de tous les citoyens de l'Union.

Les membres ne résident pas en permanence à Bruxelles: la plupart d'entre eux continuent à exercer leur métier dans leur pays d'origine, tout en veillant à maintenir un contact direct avec leurs parties prenantes.

Le CESE est constitué de **trois groupes**: le groupe des employeurs, le groupe des travailleurs et le groupe des organisations de la société civile. L'objectif est de **parvenir à un consensus** entre ces différents groupes, de telle sorte que les avis du CESE reflètent vraiment les intérêts économiques et sociaux des citoyens européens.

Groupe des employeurs

Groupe I

Groupe des travailleurs

Groupe II

Groupe des organisations de la société civile

Groupe III

Fonctionnement du CESE

Le **Parlement européen, le Conseil et la Commission** ont l'**obligation légale de consulter le CESE** lorsqu'ils font passer **de nouvelles lois sur toute une série de sujets**. Le CESE examine ces propositions et élabore des **avis** à partir des accords auxquels les membres sont parvenus.

En outre, le CESE adopte des **avis d'initiative** sur des sujets que ses membres estiment importants pour les intérêts des citoyens européens. Il produit également des **avis exploratoires**, à la demande des législateurs de l'Union européenne, lorsque ceux-ci souhaitent avoir un aperçu des positions de la société civile à propos de politiques particulières. Le CESE tient aussi compte des demandes de la société civile en publiant des déclarations, des résolutions, des rapports d'information et des analyses d'impact de la législation européenne.

Le CESE comprend **six sections** et une **commission consultative des mutations industrielles** ainsi que plusieurs observatoires et des groupes ad hoc. Ces organes examinent différentes politiques de l'UE, de l'économie aux affaires sociales en passant par les transports, l'environnement, le marché intérieur et les relations extérieures, sans oublier l'état de droit et le Semestre européen. Les membres siègent dans un ou plusieurs des organes suivants en fonction de leurs domaines d'expertise:

ECO	INT	TEN	SOC	NAT	REX	CCMI
Section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale»	Section «Marché unique, production et consommation»	Section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information»	Section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté»	Section «Agriculture, développement rural et environnement»	Section «Relations extérieures»	Commission consultative des mutations industrielles

Les avis sont débattus et adoptés à la majorité simple au cours des **sessions plénières** du CESE qui ont lieu **neuf fois par an** à Bruxelles. Les avis sont ensuite envoyés aux législateurs de l'UE, au Parlement européen et au Conseil, et contribuent au processus législatif en influençant leur réflexion.

Chaque année, le CESE organise plus de 1000 réunions à la fois à Bruxelles et dans les États membres, et publie quelque 150 avis en 24 langues.

Pour trouver un avis, rendez-vous à l'adresse <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions>



Quelques réussites

Le CESE donne à la société civile les moyens d'agir pour le climat

Les recommandations du CESE, notamment la création d'un forum de l'UE sur le financement de l'action climatique, ont été prises en compte dans la communication de la Commission européenne sur le pacte européen pour le climat.

... a son mot à dire sur la façon dont l'UE dépense ses fonds

Le CESE participe au groupe d'experts mis en place par la Commission européenne en matière de finance durable.

... réduit la production de déchets

La plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire, créée conjointement avec la Commission européenne, établit un lien entre la politique et la pratique en matière d'économie circulaire.

... revendique le droit de vote des personnes handicapées

800 000 citoyens de l'Union européenne au sein de 16 pays se voient refuser le droit de vote en raison de leur handicap. Le CESE a lancé une campagne pour mettre fin à cette discrimination.



... souhaite des batteries plus propres et plus écologiques

La production de batteries durables dépend de matières premières en provenance de pays tiers, de carburants de substitution, de l'expertise technologique et de la capacité de recyclage, notamment les «mines urbaines». Le plan d'action stratégique relatif aux batteries de l'Union européenne tient compte de ces recommandations.

... se préoccupe du sort des migrants

Le CESE et la Commission européenne organisent conjointement un Forum européen sur la migration au cours duquel les décideurs politiques et la société civile abordent des questions liées à la migration, à l'asile et à l'intégration.

... n'abandonne aucun territoire

L'agenda territorial 2030 a été adopté en 2020 avec la contribution du CESE. Il prévoit entre autres le renforcement des liens entre les zones urbaines et rurales, des conditions de vie décentes pour tous et

un environnement sain. Aucun citoyen européen ne devrait être privé d'accès aux services publics uniquement en raison de la région dans laquelle il vit.

... propose un modèle pour la supervision du commerce international par la société civile

Le modèle de participation du CESE à l'élaboration des politiques représente désormais la norme au sein des groupes consultatifs de la société civile dans le cadre des accords commerciaux internationaux.

... déplore le Brexit, mais maintient les relations avec la société civile britannique

Grâce au CESE, l'accord post-Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni prévoit désormais un groupe consultatif conjoint de la société civile, qui permettra à cette dernière de continuer à suivre les futures relations.



Les jeunes Européens

En vue d'accomplir sa mission, le CESE souhaite notamment entendre ce que les jeunes ont à dire. Ils ne sont pas seulement la main-d'œuvre, les militants et les responsables politiques européens de demain; ils ont aussi une foule d'excellentes idées à nous proposer.

Le CESE a fait de sa collaboration avec les jeunes l'une de ses principales priorités.

Les initiatives spécifiques dans ce domaine consistent à :

- émettre des avis qui répondent aux besoins et aspirations spécifiques des jeunes;
- organiser des manifestations à l'intention des jeunes, comme le débat annuel «Votre Europe, votre avis!» auquel participent des élèves issus de tous les États membres et des pays candidats;
- faciliter des visites régulières des membres du CESE dans les écoles et les universités de leur pays d'origine pour expliquer comment l'UE travaille et pour écouter les préoccupations et les attentes des jeunes eux-mêmes.

Les défis à relever par l'Europe et le CESE

Le président actuel du CESE, Oliver Röpké, a été élu le 26 avril 2023. Il a pour devise

Défendre la démocratie et plaider pour l'Europe



Lorsque nous regardons autour de nous, nous voyons que les valeurs fondamentales qui sous-tendent la construction européenne sont attaquées. La démocratie, les droits de l'homme, la liberté des médias et l'état de droit sont bien plus que des valeurs fondamentales. Elles représentent notre mode de vie européen.

Nous devons les défendre jour après jour, et ne jamais les considérer comme acquises. La société civile a un rôle capital à jouer à cet égard. Ensemble, œuvrons à l'avènement d'une Union européenne plus résiliente, plus inclusive et plus démocratique, qui inspirera nos voisins directs, mais aussi les plus lointains. Le temps est venu de défendre la démocratie! Le temps est venu de défendre les Européens!

Oliver Röpké, président du CESE
Groupe des travailleurs, Autriche



Si elle n'écoute pas la voix des citoyens, l'Union européenne ne pourra pas relever efficacement les défis auxquels elle est confrontée aujourd'hui, qui découlent, entre autres, de la guerre menée à nos frontières, de la crise climatique et des menaces pour la démocratie et les droits civils fondamentaux observés dans de nombreux pays. Le CESE a démontré à plusieurs reprises sa capacité à communiquer clairement les points de vue de la société civile aux décideurs politiques – tant au niveau de l'UE qu'à celui des États membres. Et c'est ce qu'il continuera à faire.

Krzysztof Pater, vice-président du CESE chargé du budget
Groupe des organisations de la société civile, Pologne



Nous avons pour mission de défendre et de promouvoir les véritables intérêts des partenaires sociaux et de la société civile organisée au niveau de l'UE, mais aussi à celui des États membres, alors que nous connaissons une succession inédite de crises – géopolitique, économique, sociale et sanitaire. Nous œuvrons dans cette optique à l'amélioration de la législation européenne et à la promotion de nouveaux thèmes auprès des institutions européennes. Dans ce contexte, une communication appropriée et solide fait partie des solutions, aujourd'hui comme demain.

Aurel Laurențiu Plosceanu, vice-président du CESE
chargé de la communication
Groupe des employeurs, Roumanie



Facebook: www.eesc.europa.eu/facebook/
Twitter: www.eesc.europa.eu/twitter/
Instagram: www.eesc.europa.eu/instagram
YouTube: www.eesc.europa.eu/youtube/
LinkedIn: [www.linkedin.com/
company/european-economic-social-
committee](http://www.linkedin.com/company/european-economic-social-committee)

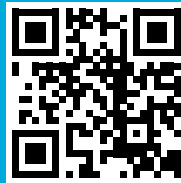


Comité économique
et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2023-55-FR

www.eesc.europa.eu



© Union européenne, 2023

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Couverture © Architecture: Art & Build + Atelier d'architecture Paul Noël
p. 5 – © Shutterstock.com/Rawpixel.com
p. 6, 9 – © Shutterstock.com



Office des publications
de l'Union européenne



Print
QE-03-23-244-FR-C
ISBN 978-92-830-6178-6
doi:10.2864/245

Online
QE-03-23-244-FR-N
ISBN 978-92-830-6183-0
doi:10.2864/300168

FR